
Courrier International

Traduction de *Correo Internacional*, n°120 -juin 2006 Publication de la LIT-QI

Moyen-Orient

L'impérialisme s'embourbe de plus en plus au Moyen-Orient

Depuis le 11 septembre 2001, le gouvernement de George Bush a essayé de récupérer à feu et à sang son contrôle absolu sur le Moyen-Orient, aidé, avec plus ou moins de contradictions, par l'impérialisme européen. Cette politique s'est traduite par l'invasion de l'Afghanistan en 2001, puis l'invasion de l'Irak en 2003. Dans les deux cas, l'impérialisme a obtenu des victoires militaires rapides, il a renversé le gouvernement des Talibans et celui de Saddam Hussein et il a installé des régimes coloniaux, soutenus par ses troupes militaires.

Toutefois, une analyse de la situation actuelle montre que, loin d'avoir atteint son objectif de contrôle de la région, l'impérialisme est en recul sur ses positions. Malgré une dure offensive militaire, qui constitue un véritable génocide, et malgré l'augmentation des dépenses de guerre, il ne parvient pas encore à contrôler le « première ligne de front » en Irak, à cause de la résistance militaire irakienne qui bénéficie d'un soutien de masse ; or, il doit déjà affronter un « second front » de résistance en Afghanistan, pays qui avait pourtant l'air d'être sous contrôle, peu de temps auparavant.

Cet état de fait a contraint le gouvernement de Bush à renforcer son effort militaire, avec un coût économique et politique de plus en plus important, ce qui le place en complète contradiction par rapports à son plan initial d'obtenir des « triomphes rapides » et de quitter ces pays, après avoir installé des gouvernements fantoches. Pour la guerre en Irak, les Etats-Unis ont déjà déboursé 320 milliards de dollars et le Congrès a approuvé, pour l'année en cours, un budget supplémentaire de 64 milliards. Malgré toutes ces dépenses, la guerre paraît loin d'être finie.

Dans des éditions précédentes, nous constatons que l'impérialisme se trouvait embourbé en Irak. Nous pouvons maintenant affirmer que le borbier s'est étendu à l'Afghanistan, ce qui implique pour les Etats-Unis un coût élevé en dollars et en vies humaines, ainsi qu'une usure politique certaine.

Bush s'affaiblit

Le résultat de cette situation, c'est que le gouvernement de Bush s'affaiblit de plus en plus aux Etats-Unis. Le rejet de sa politique dans la guerre de l'Irak est largement majoritaire parmi les Nord-

américains ; la popularité de Bush est descendue à 37%, un niveau très bas pour un président en fonctions qui dirige une guerre.

La crise du gouvernement de Bush accompagne les désastres électoraux de ses alliés en Irak : Aznar (Espagne), Berlusconi (Italie) et Tony Blair (Grande-Bretagne - défaite récente dans les élections municipales).

La situation en Irak et en Afghanistan divise déjà la bourgeoisie yankee. Il y a quelques semaines, les journaux aux Etats-Unis ont publié une déclaration condamnant les tortures dans la prison de Guantánamo (enclave américaine à Cuba, où sont détenus les prisonniers de la guerre de l'Afghanistan), en indiquant que ces pratiques s'inscrivaient « *contre l'esprit de la Constitution des Etats-Unis* ». Celle déclaration a été signée, entre autres, par l'ex-président démocrate Jimmy Carter; mais, le plus remarquable, c'est que c'est le puissant quotidien *New York Times* qui a été à l'origine de cette campagne. Parallèlement, le scandale du massacre de Haditha en Irak prend de l'ampleur.

Il est difficile de croire que ce grand quotidien impérialiste soit devenu, soudainement, « humanitaire ». Il reflète en fait la double préoccupation d'un secteur croissant de la bourgeoisie américaine : d'une part, que la politique de Bush conduise à une impasse en Irak et en Afghanistan, et d'autre part, que l'opposition à la politique de Bush explose de manière incontrôlable, à l'intérieur même des Etats-Unis. Rappelons que la politique mondiale agressive de Bush s'accompagne d'un projet bonapartiste aux Etats-Unis, qui se caractérise par une forte attaque contre les libertés individuelles, pourtant hautement appréciées par une grande partie des Nord-américains. En plus, dans ce pays on a vu se développer la mobilisation de millions d'immigrés, surtout des latino-américains. C'est pourquoi, le *New York Times*, et les secteurs bourgeois dont il est le porte-parole, cherchent à élaborer une politique alternative qui puisse « sauver la face » de l'impérialisme en Irak et en Afghanistan et qui permette, en même temps, de canaliser la situation interne.

Cette combinaison - aggravation de la situation au Moyen-Orient et crise du gouvernement Bush - met à l'ordre du jour la possibilité de l'échec de l'impérialisme en Irak et en Afghanistan, comme au Vietnam en 1975. Contribuer à cette défaite, en soutenant la lutte des peuples irakiens, afghans et palestiniens, est le principal devoir de tous les combattants anti-impérialistes et révolutionnaires.

<BOX>

Les vrais criminels

Un des prétextes avancés par Bush pour justifier l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak a été « *la défense de la démocratie et des droits de l'homme* » face aux régimes dictatoriaux de ces pays. La réalité a montré clairement l'hypocrisie de cette excuse, elle a montré que c'est l'impérialisme le vrai criminel, que c'est lui qui bafoue constamment les droits de l'homme.

En 2004 ont été révélés les humiliations, les tortures et les assassinats de prisonniers irakiens dans la prison d'Abu Grahib. Maintenant on commence à être informés de massacres de populations civiles désarmées, perpétrés par les troupes impérialistes. Un de ces massacres a eu lieu en novembre 2005 dans la ville de Haditha. Quinze habitants sont apparus morts après qu'un engin explosif ait tué le *Marine* Miguel Terrasses. L'explication officielle était que c'était l'explosif qui avait aussi tué ces civils. Mais une enquête du *Times* a montré que ceux-ci ont été assassinés par représailles. Parmi les victimes, il y avait une personne âgée et un enfant de trois ans.

Il ne s'agit pas d'un fait isolé. Une vidéo montre un *Marine* qui chante comment il a assassiné une famille irakienne : « *J'ai attrapé sa petite sœur et je l'ai mise devant moi. Les balles ont commencé à siffler. Le sang glissait entre ses yeux. Je riais comme un fou. J'ai envoyé ces petits fils de putes rejoindre l'éternité* ». Un tel niveau de dégradation humaine paraît tout droit sorti d'*Apocalypse Now*, le film sur la guerre au Vietnam. En réalité, cela montre le caractère criminel que doit adopter toute troupe d'occupation face à un peuple qui la hait.

On trouve un autre échantillon de criminalité dans **le camp de concentration de Guantánamo**, l'enclave militaire que les Etats-Unis maintiennent à Cuba. Dans ce camp sont passés 760 prisonniers de la guerre en Afghanistan. Cinq ans après la fin de la guerre, seulement 10 d'entre eux ont été accusés et aucun n'a été jugé, contrairement à toutes les normes internationales sur les prisonniers de guerre.

Ils vivent dans de véritables cages et sont soumis à des tortures et des humiliations constantes. Comme la fuite est impossible, la principale fonction des gardiens est d'éviter que les prisonniers se suicident, y compris en les obligeant à manger contre leur volonté. Récemment, trois prisonniers sont parvenus à tromper la surveillance et se sont suicidés. Par son cynisme, l'explication du chef du camp nous exempte de commentaire : « *Je ne crois pas que cela ait été un geste de désespoir, c'est plutôt une action organisée pour discréditer les Etats-Unis. Cela a été un acte de guerre contre nous* ».

La situation à Guantánamo est arrivée à un tel point que même l'ONU, l'instrument traditionnel de l'impérialisme, a dû condamner ce centre de détention et en conseiller la fermeture, et recommander le jugement sans délai des prisonniers.

Finalement, il y a eu la révélation d'environ mille vols clandestins effectués en Europe par la CIA pour emmener des prisonniers de la guerre en Irak, ce qui s'ajoute à la dénonciation déjà connue de l'existence de prisons clandestines de la CIA dans les pays européens de l'OTAN. Il s'avère impossible de croire que cette quantité de vols pouvait avoir eu lieu sans la complicité des gouvernements européens.

<Page 2>

Irak

Guerre civile ou guerre de libération nationale ?

Certains événements des derniers mois pourraient donner l'impression que la position de l'impérialisme s'est renforcée en Irak. D'une part, un gouvernement a été formé, dans lequel sont entrées les principales forces politiques chi'ites et kurdes. D'autre part, l'impérialisme aurait avancé dans sa politique de « irakiser » le conflit, en transformant la guerre de libération en une guerre civile opposant chi'ites et sunnites.

Toutefois, cette conclusion serait profondément erronée. Le nouveau gouvernement d'Al Malik est fragile, puisqu'il atteste d'une grande division entre les différentes fractions bourgeoises qui le composent. En même temps, la supposée « guerre civile » entre chi'ites et sunnites ne reçoit aucun soutien de masses. En réalité, une grande partie de cette supposée « guerre civile » cache l'activité des « escadrons de la mort » de la Brigade Badr, dirigée directement à partir du ministère de l'Intérieur par le parti chi'ite CSRI (Conseil Supérieur de la Révolution Islamique) et qui a déjà provoqué environ 7.000 morts.

Le nouveau gouvernement d'Al Malik

Le nouveau gouvernement fantoche a eu besoin de cinq mois pour se former, étant donné le degré de division entre les fractions bourgeoises qui collaborent avec les occupants, ainsi que les problèmes que cela pose à l'impérialisme de devoir négocier avec des courants liés à l'Iran. Jaafari, le dirigeant du Dawa, est sorti du gouvernement parce qu'il était trop impliqué dans les escadrons de la mort et il a été remplacé par un autre membre de la coalition chi'ite, Al Malik, lui aussi du parti Dawa.

En un sens, le gouvernement se renforce par l'incorporation du secteur plus à gauche de Al Sadr, dirigeant l'Armée Mehdi, dans des postes importants, tels que le secteur de la sécurité. Les représentants de l'oligarchie kurde y sont représentés, ainsi que des secteurs minoritaires des sunnites.

Toutefois, cette « unité » dans le gouvernement ne se manifeste pas dans la réalité sur le terrain. Par exemple, les différentes fractions chi'ites disputent durement le contrôle des secteurs pétroliers. Dans la région pétrolière de Bassorah, au sud du pays, les confrontations armées sont permanentes, non seulement avec les troupes anglaises mais aussi entre les milices Badr, l'armée Mehdi et Fajita (un secteur bourgeois régional qui contrôlait la région avant la mise en place du gouvernement d'Al Malik).

Un autre point de discorde est ce qu'il faut faire avec les milices pro-gouvernementales. Jaafari et Al Malik proposent de les incorporer dans la police et l'armée, tandis que d'autres ministres proposent de les dissoudre et de n'admettre que leurs membres individuellement, après sélection.

Finalement, la grande quantité de ministres des partis religieux chi'ites est très problématique pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Leurs principaux alliés en Irak sont ainsi liés directement à l'Iran. Cela fortifie le gouvernement iranien à un moment où l'impérialisme est en pleine confrontation par rapport à la question de l'armement nucléaire.

Le caractère de la guerre

La presse mondiale essaye de présenter la situation comme un affrontement entre deux secteurs locaux (chi'ites et sunnites), avec les puissances impérialistes qui se contentent de surveiller. Ils soutiennent ainsi la politique des Etats-Unis et de l'Angleterre, qui vise à encourager une guerre civile en Irak. Citons comme exemple l'incident de la détention d'agents anglais qui, déguisés en Arabes, allaient commettre un attentat contre la population chi'ite à Bassorah et en accuser, évidemment, les « terroristes sunnites ».

La politique de « diviser pour régner » continue et le danger de guerre civile est latent. Toutefois, jusqu'à présent, cette politique n'a pas obtenu un soutien de masses et elle n'est pas parvenue à changer le caractère central de la lutte, une guerre de libération nationale dans laquelle, d'une part, il y a les occupants impérialistes et leurs laquais, de l'autre, le peuple irakien, chi'ites et sunnites, poussés à s'unir contre leur ennemi commun.

Al Sadr, même après avoir adhéré au gouvernement, continue ainsi à développer une rhétorique d'unité chi'ite-sunnite contre l'occupation. Quand Bush a visité l'Irak, Al Sadr a organisé une manifestation de milliers de ses partisans à Bagdad, en exigeant un délai pour le retrait.

L'activité des « escadrons de la mort » des milices Badr, d'une part, et les attentats contre les mosquées chi'ites, attribués au groupe que dirigeait Al Zarqawi, d'autre part, font le jeu de cette politique de guerre civile. Nous ne pouvons pas écarter la possibilité que la crise de direction révolutionnaire dans le pays ouvre un espace plus grand à cette politique. Mais la réalité actuelle est que la guerre de libération nationale continue et que l'impérialisme ne trouve pas le chemin de la victoire, ni même une voie de sortie viable.

De plus en plus difficile...

Les troupes d'occupation ont lancé une offensive militaire génocide. Toutefois, elles ne parviennent pas à arrêter les actions de la résistance. En 2005, il y a eu 34.131 attaques de la résistance, selon le Pentagone lui-même (une moyenne de presque cent par jour). Le résultat est que 2 ou 3 soldats américains meurent chaque jour. Le chiffre total de pertes reconnues par les autorités militaires des Etats-Unis dépasse déjà les 2.500, auquel il faut ajouter près de 19.000 blessés, dont 8.000 n'ont pas pu retourner au combat à cause de lésions graves. Et cela, dans une situation où les troupes occupantes restent, généralement, dans leurs bases et ne les quittent en grand nombre que pour d'importantes opérations avec appui aérien, puisque la résistance contrôle, de fait, des secteurs et des routes entières.

Le sud du pays (qui inclut la seconde ville du pays, Bassorah) est devenu lui aussi une zone de grande instabilité, et de confrontations avec les troupes anglaises. Dans cette région, la lutte entre les

fractions chi'ites complique la tâche de « maintien de l'ordre » et ouvre un espace aux combats de milices contre les troupes d'invasion. Un hélicoptère anglais a été abattu avec un missile, il y a quelques semaines. Comme expression de cette aggravation de la lutte, l'armée britannique comptabilise déjà mille déserteurs, selon la BBC. Face à cette situation, certains correspondants informent que plusieurs gouvernements et entreprises pétrolières européennes essayent de négocier directement avec les insurgés.

... De plus en plus cher

Les dépenses du gouvernement des Etats-Unis dans la guerre en Irak représentent un poids de plus en plus grand dans le budget national. Le Congrès américain vient de voter une dépense de 64 milliards de dollars pour cette année et on calcule que, jusqu'à présent, 320 milliards de dollars ont été dépensés depuis l'invasion (chiffre qui dépasse déjà les dépenses totales initialement prévues). Cette montagne d'argent n'a même pas permis d'obtenir le contrôle de la situation en Irak. Au contraire, l'impérialisme continue à perdre du terrain face à la résistance.

Le gouvernement Bush, sous pression par la crise interne à donner une perspective de sortie de l'Irak, alterne les discours pessimistes et les optimistes. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a reconnu devant le Sénat qu'une réduction significative des troupes en 2006 serait difficile. De son côté, le commandant Peter Pace, encouragé par la mort d'Al Zarqawi, a annoncé la semaine suivante, au même Sénat, une réduction importante des troupes, pour ne laisser à la fin de 2007 que quelques milliers de soldats, en soutien aux forces « irakiennes ». Lors de sa visite récente en Irak, Bush a fait état de cette dernière analyse mais, en retournant aux Etats-Unis, il a fait des déclarations plus proches de celles de Rumsfeld. C'est un exemple clair des contradictions que la situation en Irak provoque et de la difficulté extrême de Bush pour contrôler le pays.

<Página 3>

Les escadrons de la mort

Dans l'article principal sur l'Irak, nous indiquons qu'une partie importante de la supposée « guerre civile » que vit ce pays cache, en réalité, l'activité des escadrons de la mort de la Brigade Badr. Cette activité est dirigée directement depuis le Ministère de l'Intérieur par le parti chi'ite CSRI (Conseil Supérieur de la Révolution Islamique) et est encouragée par le Nord-américain John Negroponte, qui en avait déjà organisé au Salvador, dans les années 80.

Voici une lettre de l'Association Internationale Islamique des Droits de l'homme en Irak, adressée aux Nations-Unies, au Congrès des Etats-Unis, à Amnistie Internationale et à d'autres organisations internationales, qui confirme cette affirmation par de nombreuses données.

« [...] les abus commis contre le peuple irakien (aussi bien contre les sunnites que contre les chi'ites), et spécialement contre les Arabes sunnites, par la milice de la Brigade Badr, le ministre irakien de l'intérieur (Beyan Jaber Sulak) et le chef de la Milice Badr (Hadi Al Ameri) et son entourage, constituent certainement un génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. (...)

Ces crimes ont atteint un niveau et une extension terribles. On arrive à exécuter de manière indistincte une centaine de civils arabes innocents par jour, des Irakiens sunnites, après arrestation par des forces du Ministère de l'intérieur irakien, dans les maisons ou dans les mosquées, au moment de la prière. On découvre presque toujours leurs cadavres quelques jours après, avec des signes de tortures terribles et de tirs de balles dans la tête.

La Milice Badr, qui est intégrée par des forces de l'armée et de la police, dispose de la légalité pour mener à bien, sans obstacles, ses actes terroristes contre le peuple irakien.

Elle est impliquée dans l'assassinat d'universitaires, de chercheurs, d'écrivains, de religieux, d'artistes, de pilotes et de fonctionnaires irakiens [...]. Elle est aussi impliquée dans des opérations d'expulsion de musulmans chi'ites et sunnites de leurs maisons, encourageant ainsi la guerre civile et la désintégration de l'Irak.

En outre, les prisonniers en détention dans les bâtiments du Ministère de l'intérieur sont soumis à des traitements cruels, inhumains et dégradants beaucoup plus graves que ceux que souffrent les prisonniers retenus par les Etats-Unis dans différents lieux secrets à Bagdad et dans d'autres villes.

Ces mauvais traitements et ces actes criminels de torture sont menés à bien par la Milice Badr, en connaissance de cause, et sous la supervision du Ministre irakien de l'intérieur (Beyan Jaber Sulak) et de son équipe ; ils se sont étendus dans toutes les villes sunnites du pays. Ils ont lieu dans les installations du Ministère et dans d'autres centres de détention de l'Irak [...], sans parler des crimes commis contre le peuple chi'ite (qui a essayé de s'opposer à ces pratiques). [...]

Nous dénonçons aussi que les forces d'occupation américaines et leurs alliés ne font rien pour mettre fin à cette effusion de sang et pour défendre la population civile contre les actes barbares et les crimes génocides que la Milice Badr commet tous les jours en Irak. Au contraire, nous constatons que les forces nord-américaines d'occupation et leurs alliés observent tout cela et encouragent ces milices à prendre l'initiative dans les attaques contre les Arabes sunnites, afin de conduire la situation à une guerre civile. Comme l'indique la Secrétaire Générale d'Amnistie Internationale, Irene Khan : "L'Administration nord-américaine a démontré un dédain absolu envers les Conventions de Genève et les principes de base de la loi, les droits de l'homme et la décence." [...]

Cela a créé un climat dans lequel les forces du Ministère de l'intérieur irakien sentent qu'elles peuvent déshumaniser et dégrader les prisonniers impunément. Ce que nous voyons actuellement en Irak est la conséquence logique de la poursuite implacable de la "guerre contre la terreur" quel qu'en soit le coût pour les droits de l'homme et sans aucun respect des normes de la guerre ».

Le texte complet de cette lettre est disponible en anglais sur Uruknet.info et en espagnol sur www.rebelión.org.

<BOX>

La mort d'Al Zarqawi

Faute de beaucoup de bonnes nouvelles en Irak et en Afghanistan, le gouvernement Bush et celui de son allié Tony Blair ont voulu fêter la mort d'Abu Musab Al Zarqawi. Dans leurs déclarations, ils ont relevé que ce fait était le signe qu'ils commençaient à reprendre le contrôle du pays, que cela marquerait un point d'inflexion dans la lutte contre la résistance à l'occupation.

Nous ne croyons pas que cette perspective soit la plus probable. Al Zarqawi dirigeait en Irak un groupe armé sunnite lié à Al Qaeda, le courant international d'Osama Bin Laden, et il a toujours eu beaucoup de répercussion dans la presse internationale. Beaucoup de ses actions étaient dirigées contre la population chi'ite (comme les attaques contre des mosquées ou des fêtes religieuses). Ces actions aidaient, de fait, à la politique en faveur de la « guerre civile religieuse », promue par l'impérialisme. C'est pourquoi, la LIT-QI les a critiquées souvent et les a condamnées.

Toutefois, malgré le grand écho médiatique qu'il recevait, le groupe d'Al Zarqawi n'est jamais arrivé à obtenir un poids significatif dans la résistance, ni dans les actions contre l'occupation et le régime fantoche. Au contraire, d'importants secteurs de la résistance ont condamné une grande partie des actions attribuées à ce groupe.

Par conséquent, les déclarations des gouvernements nord-américain et britannique se basent beaucoup plus sur la nécessité d'avoir « quelque chose de bon à raconter », un wishful thinking, que sur la réalité irakienne elle-même.

L'Afghanistan

UN « SECOND FRONT » S'EST OUVERT POUR L'IMPERIALISME

Nous reproduisons ici les parties principales de l'article publié sur le site de la LIT-QI (www.litci.org) le 7/6/06.

[...] Des images de télévision impressionnantes ont montré comment un secteur de la population de Kaboul, la capitale et la principale ville du pays, faisait face, avec des pierres et des bâtons, à des troupes armées jusqu'aux dents, attaquant les ambassades et les bureaux de l'ONU, du gouvernement et de la police, au cri de « mort aux Américains », « mort à Karzai » (le chef du gouvernement). Les soldats des Etats-Unis ont tiré sur la foule et ont causé au moins 14 morts et des dizaines de blessés. Tout a commencé quand un groupe de véhicules blindés militaires américains, voulant s'ouvrir le passage au milieu de la circulation de la ville, a renversé plusieurs automobiles de civils, et a tué cinq personnes. La réponse a été un véritable soulèvement populaire.

Un peu d'histoire

Ce qui c'est passé à Kaboul n'est pas un fait isolé mais le reflet d'un changement dans la situation du pays. [...] En 2001, dans la première action militaire lancée par Bush après les attentats du 11 septembre, des troupes impérialistes ont envahi le pays et, après une victoire militaire rapide, ont renversé le régime taliban haï par un grand secteur de la population. Dans plusieurs villes, les envahisseurs impérialistes ont été reçus comme des libérateurs, puisque les talibans poursuivaient les minorités et exerçaient une grande oppression sociale et culturelle. Après leur défaite, les forces talibanes restantes se sont retirées dans les régions montagneuses limitrophes avec le Pakistan et ont commencé des actions ponctuelles contre le gouvernement fantoche et les troupes étrangères.

Le vrai visage de l'occupation

Le soutien initial de la population s'est vite évaporé en voyant les fraudes dans les travaux et dans les investissements promis par le « soutien étranger ». L'état des écoles, des hôpitaux, des routes, etc., est pitoyable et ces « travaux » ont seulement été un moyen pour enrichir les entreprises impérialistes engagées.

Le poids de l'occupation a même créé une économie parallèle administrée par l'ONU dans les grandes villes [...] où une petite minorité de fonctionnaires étrangers, souvent à travers les ONG et leurs employés afghans, gagne un salaire bien supérieur à celui du reste des Afghans et côtoie la misère de la grande majorité.

D'autre part, le gouvernement Karzai a été maintenu par le soutien des troupes des Etats-Unis et leurs alliés impérialistes, mais n'a jamais contrôlé vraiment le pays. Pour organiser les élections « démocratiques », tant vantées par la propagande américaine, le gouvernement Karzai a conclu des accords avec les « seigneurs de la guerre » et a obtenu le soutien de leurs troupes. Ces accords permettaient à ces seigneurs de maintenir sous contrôle leurs régions et les institutions locales et de s'occuper librement de leurs activités criminelles, notamment le trafic de l'opium. Le gouvernement s'est limité à la capitale et à tenté d'administrer précairement l'ensemble du pays à travers ces accords.

Un changement dans la situation

Après presque cinq années d'occupation, le pays, les troupes impérialistes et le gouvernement fantoche de Karzai vivent une situation qualitativement différente. L'expérience de l'occupation a fait que des secteurs de plus en plus nombreux de la population se retournent contre les occupants.

Le changement d'opinion de la population, ces derniers mois, a ouvert un espace à une nouvelle résistance dans laquelle plusieurs groupes font face aux occupants et au gouvernement fantoche. Aujourd'hui, existent des zones entières dans lesquelles le gouvernement n'entre pas et où les troupes occupantes ne se rendent que lorsqu'il y a un grand déploiement militaire ou des attaques aériennes, sans pouvoir y maintenir des soldats de manière permanente. Les journalistes parlent de « zones libérées » dans les provinces de Paktia, Khost et Zabul, au sud et sud-est du pays, où le contrôle a toujours été précaire, et en Helmand, une zone stratégique du pays, où les attaques se sont multipliées récemment et où le gouvernement de Karzai n'aurait plus le contrôle effectif.

Parallèlement à ce développement de la résistance, les chefs talibans ont regagné du prestige parce qu'ils ont été, depuis le début, opposés à l'occupation, mais il est important de souligner que la résistance ne se limite pas à eux. Dernièrement, s'est mise en place une coordination entre différents secteurs et tribus qui, sans être talibans, rejoignent la lutte armée contre les envahisseurs. Par exemple, Gulbudin Hekmatiar, un ancien allié de l'Iran et chef de la guérilla contre l'occupation de l'ex-URSS dans les années 80, a rejoint la résistance. Ce dirigeant a été ministre du gouvernement Karzai, a rompu avec lui et s'est déclaré contre l'occupation.

Ce qui s'est passé à Kaboul montre un approfondissement de ce processus, étant donné que la capitale était, jusqu'à présent, le seul lieu du pays où le gouvernement et les armées d'occupation paraissaient avoir un contrôle plus ferme.

Le « second front » qui fait peur

Il y a de « très mauvaises nouvelles » pour Bush et pour l'ensemble de l'impérialisme. Le « second front militaire de la région » qu'ils craignaient tellement, s'est ouvert, contrecarrant la politique de Bush qui voulait une diminution des troupes américaines dans ce pays pour transférer le poids de l'occupation aux puissances impérialistes européennes, par le biais de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Le plan était que l'Allemagne, l'Angleterre et l'Espagne se chargent de cette tâche. Par exemple, Zapatero a envoyé des troupes à l'Afghanistan pour montrer que le retrait espagnol de l'Irak, auquel la mobilisation des masses dans son pays l'avait contraint, ne signifiait nullement l'abandon du front inter-impérialiste avec les Etats-Unis.

La politique de Bush, qui a besoin de se concentrer sur l'Irak, se heurte maintenant à la détérioration de la situation en Afghanistan. Reflétant ces nouvelles préoccupations, John Hamre, directeur du Centre universitaire d'Études Stratégiques et Internationales, a dit au New York Times : « *L'Afghanistan est la crise latente de cet été boréal* », et il a ajouté : « *Certains fonctionnaires nord-américains sont préoccupés face à la possibilité de se retrouver prisonniers dans une bataille prolongée, tandis que le contrôle échappe des mains du gouvernement central* ». Cette situation pourrait signifier l'impossibilité de réduire le chiffre de 20.000 soldats nord-américains et de les remplacer par des troupes d'autres pays de l'OTAN, selon certains fonctionnaires à Washington. [...]

Ce nouveau borbier de l'impérialisme et de ses institutions (comme l'OTAN et l'ONU) est synonyme de « bonnes nouvelles » pour les travailleurs et les peuples du monde. La possibilité d'une défaite militaire de l'impérialisme en Afghanistan et en Irak est à l'ordre du jour avec de plus en plus de force. Comme révolutionnaires, nous soutenons sans hésitations la résistance du peuple afghan pour expulser les troupes des envahisseurs et les institutions de l'impérialisme (qu'elles soient nord-américaines, européennes ou « mondiales ») et pour renverser le gouvernement fantoche de Karzai, sans toutefois déposer aucune confiance ni aucun soutien politique aux directions de la résistance (parmi lesquelles, beaucoup ont déjà été des alliés des Etats-Unis).

